



Aperçu du secteur Rapport sur le T2 2023

Credit unions et caisses populaires de l'Ontario

25 Sheppard Avenue West
Suite 100
Toronto, ON
M2N 6S6

25, avenue Sheppard Ouest
Bureau 100
Toronto (Ontario)
M2N 6S6

Téléphone : 416 250 7250
Toll free: 1 800 668 0128

Téléphone : 416 250 7250
Sans frais : 1 800 668 0128

Remarques

Nous publions un aperçu du secteur tous les trimestres pour communiquer nos analyses et commentaires au sujet de l'économie et des derniers résultats financiers déposés par les credit unions et les caisses populaires du secteur de l'Ontario.

Dans le présent document, à moins d'indication contraire, le terme « credit union » renvoie à la fois aux credit unions et aux caisses populaires.

Avis de non-responsabilité

L'information qui figure dans ce rapport provient de documents financiers non vérifiés déposés par les credit unions en date du 2 juillet 2021, et nous ne pouvons donc pas garantir l'exactitude et l'exhaustivité de cette information. Les résultats tirés des états des revenus sont les renseignements depuis le début de l'année qui ont été annualisés pour chaque credit union.

Diffusion électronique

L'aperçu du secteur est offert en format PDF (que vous pouvez lire avec le logiciel Adobe Acrobat Reader) et vous pouvez le télécharger à la section Publications de la page Credit unions et caisses populaires du site Web de l'ARSF à www.fsrao.ca.

Pour nous joindre

<https://www.fsrao.ca/fr/nous-joindre>

This document is also available in English.

Contenu

| | |
|---|-----------|
| 1. Faits saillants financiers | 4 |
| A. État des revenus | |
| B. Bilan | |
| C. Ratios de fonds propres | |
| D. Principaux ratios et mesures | |
| 2. Principales tendances financières du secteur | 5 |
| A. Tableau 1 : Certaines tendances de croissance | |
| B. Tableau 2 : Certaines tendances de rendement | |
| C. Tableau 3 : Coefficient de rendement et rendement de l'actif | |
| D. Tableau 4 : Croissance des prêts | |
| E. Tableau 5 : Prêts en souffrance : plus de 30 jours | |
| F. Tableau 6 : Rendement des prêts | |
| G. Tableau 7 : Croissance des dépôts | |
| H. Tableau 8 : Liquidités, emprunts totaux et titrisations | |
| 3. Observations de l'ARSF pour le T2 2023 | 7 |
| 4. Aperçu économique | 8 |
| 5. Regroupement au sein du secteur et rentabilité | 10 |
| 6. Capital | 11 |
| 7. Liquidités et rendement | 12 |
| 8. Qualité et croissance du crédit | 13 |
| 9. États des revenus du secteur | 14 |
| 10. Bilans du secteur | 15 |

Faits saillants financiers

| | Secteur de l'Ontario | | |
|---|---------------------------|---------------------|--|
| | T2-2023 | T1-2023 | T2-2022 |
| État des revenus (moyenne en % des actifs) | | | |
| Revenus nets d'intérêts | 1,52 ¹ | 1,48 | 2,02 |
| Coûts liés aux prêts | 0,01 ¹ | 0,03 | -0,01 |
| Autres revenus | 0,39 ³ | 0,42 | 0,39 |
| Frais autres que d'intérêts | 1,66 ³ | 1,65 | 1,63 |
| Taxes | 0,04 ¹ | 0,05 | 0,15 |
| Revenus nets | 0,20 ¹ | 0,18 | 0,65 |
| Bilan (\$ en milliards à la fin du trimestre) | | | |
| Actif | 93,0 ¹ | 92,0 | 87,4 |
| Prêts | 81,2 ¹ | 80,0 | 75,6 |
| Dépôts | 71,8 ¹ | 71,0 | 69,0 |
| Fonds propres et capitaux propres | 6,61 ¹ | 6,59 | 6,21 |
| Ratios de fonds propres (%) | | | |
| Niveau d'endettement | 6,79 ³ | 6,85 | 6,72 |
| Pondéré en fonction du risque | 13,35 ³ | 13,55 | 13,15 |
| Principaux ratios et mesures (% , sauf indication contraire) | | | |
| Rendement des fonds propres réglementaires | 2,83 ¹ | 2,59 | 9,24 |
| Ratio de liquidité | 11,0 ³ | 11,3 | 11,7 |
| Coefficient de rendement (avant dividendes et remises) | 84,7 ¹ | 85,7 | 65,9 |
| Coefficient de rendement | 87,5 ¹ | 87,8 | 67,3 |
| Prêts hypothécaires en souffrance à plus de 30 jours | 0,38 ³ | 0,32 | 0,23 |
| Prêts commerciaux en souffrance à plus de 30 jours | 0,47 ¹ | 0,67 | 0,57 |
| Total des prêts en souffrance à plus de 30 jours | 0,41 ¹ | 0,44 | 0,33 |
| Total des prêts en souffrance à plus de 90 jours | 0,16 ¹ | 0,17 | 0,15 |
| Croissance des actifs (par rapport au trimestre précédent) | 1,07 ³ | 1,30 | 2,94 |
| Croissance des prêts (par rapport au trimestre précédent) | 1,57 ¹ | 1,01 | 3,91 |
| Croissance des dépôts (par rapport au trimestre précédent) | 1,08 ³ | 1,18 | 2,75 |
| Caisses populaires (nombre) | 58 ⁴ | 60 | 60 |
| Adhésions (milliers) | 1 766 ¹ | 1 764 | 1 738 |
| Moyenne d'actifs (\$ millions, par caisse populaire) | 1 616 ¹ | 1 571 | 1 323 |
| | Amélioration ¹ | Neutre ² | Détérioration ³ Non significatif ⁴ |

* Les tendances sont celles du trimestre en cours par rapport au trimestre précédent.

Tendances financières clés du secteur

Tableau n° 1 - certaines tendances de croissance

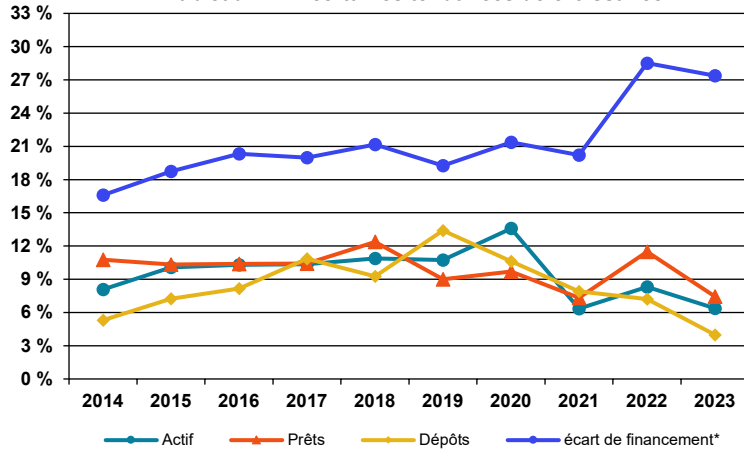


Tableau n° 2 - certaines tendances au chapitre du rendement

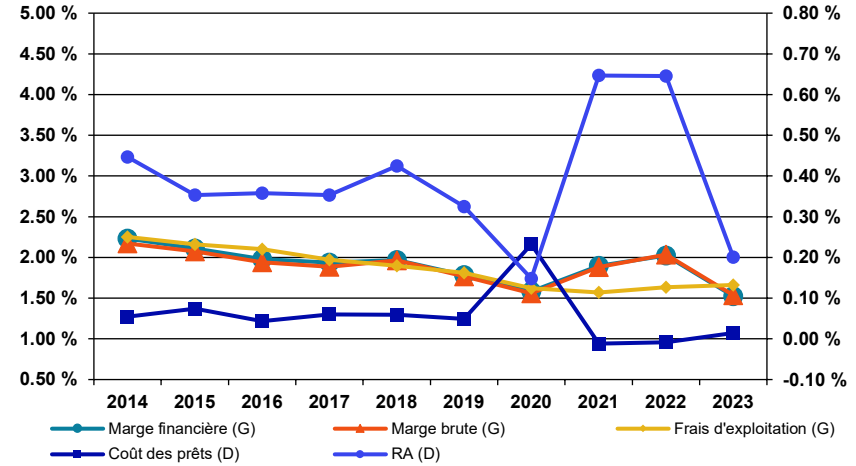


Tableau n° 3 - coefficient de rendement et rendement de l'actif

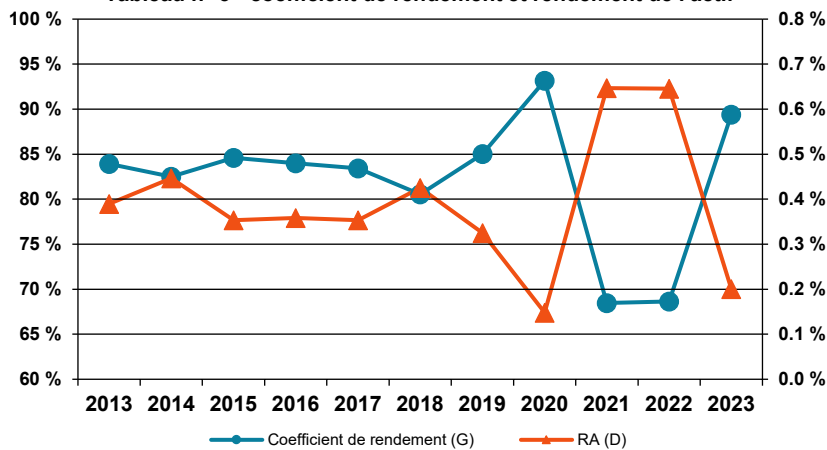
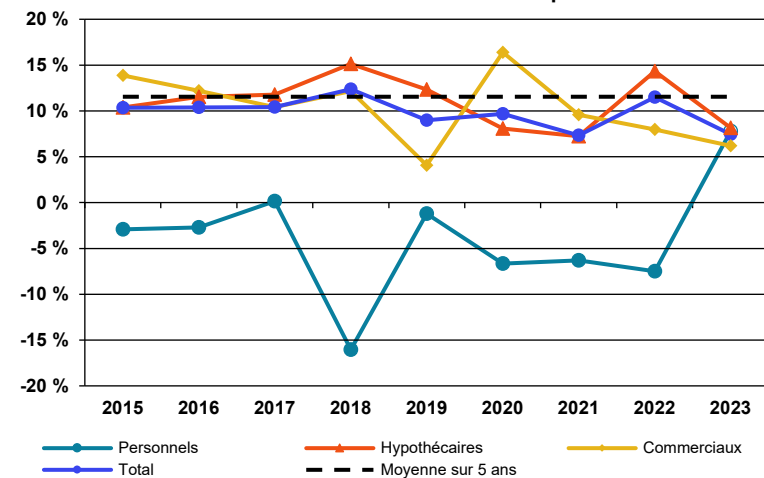


Tableau n° 4 - croissance des prêts



Tendances financières clés du secteur (suite)

Tableau n° 5 - prêts en souffrance - plus que 30 jours

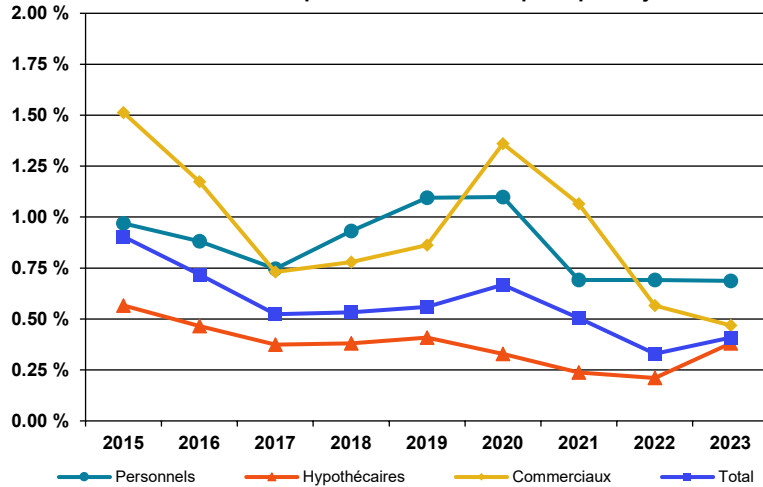


Tableau n° 6 - rendement des prêts

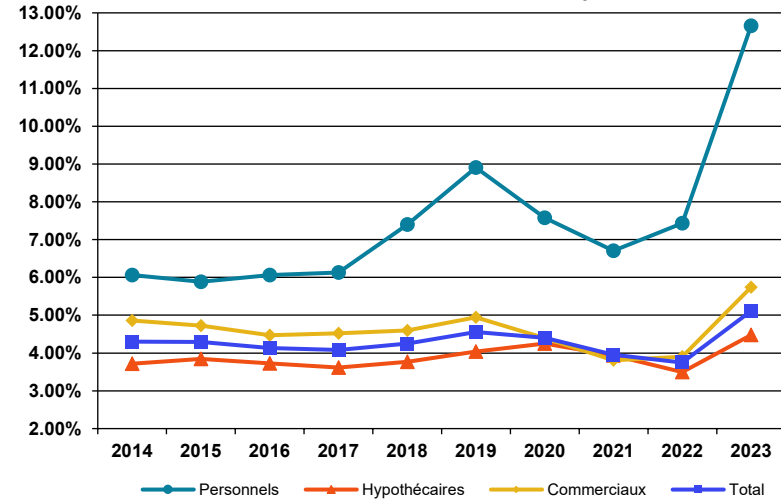


Tableau n° 7 - croissance annuelle des dépôts

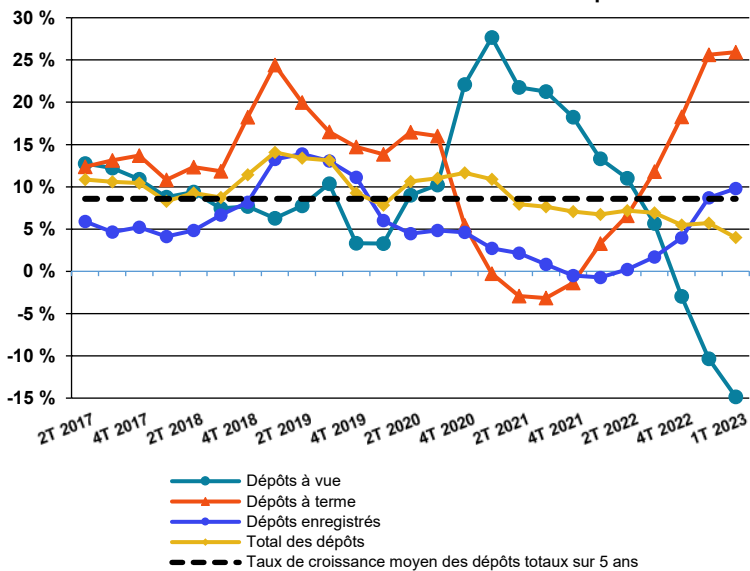
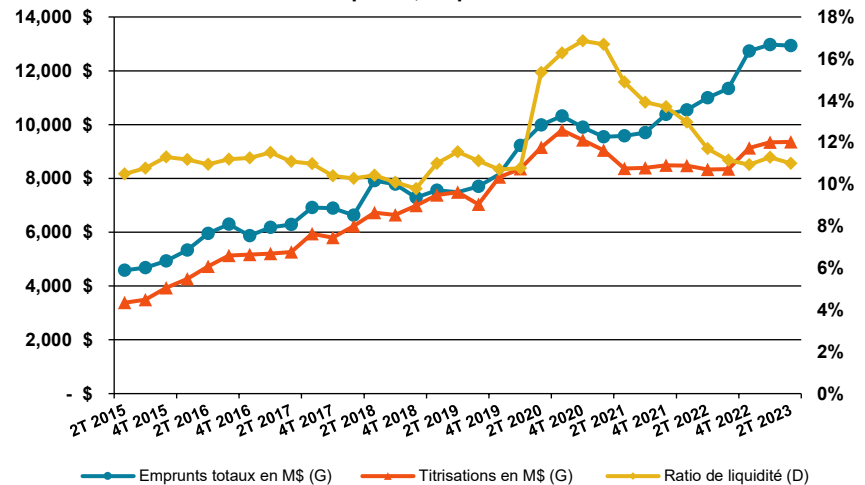


Tableau n° 8 - Liquidité, emprunts totaux et titrisations



Observations de l'ARSF pour le T2 2023

- Pour permettre la déclaration des ratios de capital consolidés conformément à la règle 2021-002 de l'ARSF : Exigences relatives à la suffisance du capital pour les credit unions et les caisses populaire, les caisses ayant des filiales présentant des résultats consolidés devaient déclarer des données consolidées à chaque trimestre fiscal à partir des dépôts du 30 septembre 2022. Les données de la période précédente n'ont pas été retraitées. L'ARSF note que l'effet de cette mesure n'est pas considéré comme significatif à l'échelle du secteur.
- Le secteur comptait 58 institutions au T2 2023, soit deux de moins qu'au trimestre précédent et qu'au trimestre de l'exercice précédent.
- La rentabilité au T2 2023 était de 20 pb, soit 45 pb de moins que l'année dernière. La hausse des intérêts sur les prêts et la baisse de l'impôt sur le revenu ont été plus que compensées par la hausse des frais d'intérêts et des coûts d'emprunt. La rentabilité s'est améliorée de 2 pb par rapport au trimestre précédent, mais la qualité du crédit des portefeuilles de prêts hypothécaires (voir ci-dessous) a continué à se détériorer alors que les marchés du logement et l'accessibilité des prêts hypothécaires ont été mis à l'épreuve. L'inflation est demeurée élevée, mais a montré quelques signes de modération et les taux d'intérêt élevés ont comprimé les marges.
- Les prêts hypothécaires résidentiels en souffrance depuis plus de 30 jours (qui représentent 56,4 % de l'actif du secteur à 52,4 milliards de dollars) représentaient 38 pb, pour une hausse de 15 pb par rapport à l'année précédente et de 6 pb par rapport au trimestre précédent. Les prêts commerciaux en souffrance (qui représentent 25,7 % de l'actif du secteur à 23,9 milliards de dollars) représentaient 47 pb, pour une baisse de 20 pb par rapport au trimestre précédent et de 10 pb par rapport à la même période de l'an dernier. Les totaux des prêts en souffrance se situaient à 41 pb, en hausse de 8 pb par rapport à la même période de l'an dernier, mais en baisse de 3 pb par rapport au trimestre précédent.
- À la fin du T2 2023, l'actif du secteur s'élevait à 93,0 milliards de dollars, reflétant une hausse de 5,6 milliards de dollars (hausse de 6,4 %) par rapport à la même période de l'an dernier. Les prêts hypothécaires résidentiels ont augmenté de 3,9 milliards de dollars (hausse de 8,1 %), mais la croissance récente est bien inférieure aux taux historiques, car les prix et les volumes ont chuté et les coûts d'emprunt ont augmenté par rapport aux niveaux atteints plus tôt au cours de la période des 12 mois précédents. Les prêts commerciaux ont augmenté de 1,4 milliard de dollars (hausse de 6,2 %) et les liquidités/investissements ont diminué de 0,2 milliard de dollars (baisse de 1,6 %).
- Les liquidités sont demeurées solides à 11,0 % à la fin du T2 2023, mais elles étaient inférieures de 70 pb par rapport à la même période de l'an dernier.

- La croissance des bénéfices non distribués par rapport à la même période de l'an dernier s'établit à 4,4 % a ralenti la croissance du total de l'actif se situant à 6,4 %. Les parts de placement (en hausse de 220 millions de dollars ou 8,7 % par rapport à la même période de l'an dernier) représentent une source importante de financement (2,8 milliards de dollars ou 41,7 % du capital au T2 2023, comparativement à 40,8 % au T2 2022).

Aperçu économique

Banque du Canada

Lors de sa réunion du 12 juillet, la Banque du Canada a augmenté le taux cible du financement à un jour à 5 %, le taux d'escompte à 5,25 % et le taux de dépôt à 5 %. La Banque a indiqué qu'elle poursuivait sa politique de resserrement quantitatif et a déclaré ce qui suit dans son communiqué.

« L'inflation à l'échelle mondiale s'atténue avec la baisse des prix de l'énergie et le recul de l'inflation des prix des biens. Cependant, une demande robuste et des marchés du travail tendus provoquent des pressions inflationnistes persistantes dans les services. La croissance économique a été plus forte que prévu, en particulier aux États-Unis, où les dépenses des consommateurs et des entreprises ont été étonnamment résistantes. Après une lancée au début de 2023, la croissance économique de la Chine s'atténue avec un ralentissement des exportations et une faiblesse persistante du secteur immobilier. La croissance dans la zone européenne est au point mort, alors que le secteur des services continue de croître, l'industrie manufacturière se contracte. Les conditions financières mondiales se sont resserrées et les rendements des obligations ont augmenté en Amérique du Nord et en Europe, alors que les banques centrales principales signalent que de nouvelles augmentations des taux d'intérêt pourraient être nécessaires pour lutter contre l'inflation ».

« Dans son Rapport sur la politique monétaire (RPM) de juillet, la Banque prévoit que l'économie mondiale progressera d'environ 2,8 % cette année et de 2,4 % en 2024, puis de 2,7 % en 2025 ».

« L'économie canadienne a été plus forte que prévu grâce à une demande plus dynamique. La croissance de la consommation a été étonnamment forte, s'établissant à 5,8 % au premier trimestre. Bien que la Banque s'attende à ce que les dépenses de consommation ralentissent en réaction à la hausse cumulative des taux d'intérêt, les données récentes sur le commerce de détail et d'autres données suggèrent une demande excédentaire plus persistante au sein de l'économie. En outre, le marché du logement a connu une certaine reprise. Les nouvelles constructions et les inscriptions sur le marché immobilier se sont heurtées à une demande à la baisse, ce qui accroît la pression sur les prix. Le marché du travail montre des signes d'une plus grande disponibilité des travailleurs, mais les conditions restent serrées et la croissance des salaires s'est tenue entre 4 et 5 %. La forte croissance démographique en lien avec l'immigration alimente à la fois la demande et l'offre dans l'économie, alors que les nouveaux arrivants contribuent à atténuer la pénurie de main-d'œuvre tout en stimulant les dépenses de consommation et en augmentant la demande de logements ».

« Alors que les taux d'intérêt plus élevés continuent d'avoir une incidence sur l'économie, la Banque s'attend à ce que la croissance économique ralentisse, atteignant une moyenne d'environ 1 % au cours du deuxième semestre de cette année et du premier semestre de l'année prochaine. Cela suppose une croissance du PIB réel de 1,8 % en 2023 et de 1,2 % en 2024. L'économie connaîtra une offre excédentaire modeste au début de l'année prochaine avant que la croissance ne s'accélère pour atteindre 2,4 % en 2025 ».

« L'inflation au Canada a ralenti à 3,4 % en mai, soit une baisse substantielle et bienvenue par rapport à la pointe de 8,1 % atteinte l'été dernier. Si l'inflation mesurée en fonction de l'IPC a chuté fortement comme prévu cette année, cette tendance à la baisse s'explique davantage par la diminution des prix de l'énergie et moins par le relâchement de l'inflation sous-jacente. Les fortes augmentations de prix de l'année dernière n'étant plus prises en compte dans les données annuelles, nous constaterons une chute moins importante de l'inflation liée à l'IPC. De plus, avec des taux d'inflation de base sur trois mois aux environs de 3,5 à 4 % depuis septembre dernier, les pressions sous-jacentes sur les prix semblent être plus persistantes que prévu. Les sondages des entreprises menés par la Banque le confirment, puisqu'elles continuent d'augmenter leurs prix plus fréquemment qu'à l'habitude ».

« Dans la projection du RPM de juillet, l'inflation liée à l'IPC devrait osciller autour de 3 % au cours de l'année prochaine, avant de diminuer progressivement pour atteindre 2 % au milieu de 2025. Il s'agit d'un retour à l'objectif plus lent que celui prévu dans les projections de janvier et d'avril. Le Conseil de direction demeure préoccupé par le fait que la progression vers l'objectif de 2 % pourrait ralentir, compromettant le retour à la stabilité des prix ».

« À la lumière de l'accumulation d'éléments indiquant que la demande excédentaire et le niveau élevé de l'inflation de base semblent tous deux plus persistants, et compte tenu de ses perspectives révisées concernant l'activité économique et l'inflation, le Conseil de direction a décidé de hausser le taux directeur à 5 %. Le resserrement quantitatif complète l'orientation restrictive de la politique monétaire et normalise le bilan de la Banque. Le Conseil de direction continuera d'évaluer la dynamique de l'inflation de base et les perspectives de l'inflation liée à l'IPC. En particulier, nous évaluerons si l'évolution de la demande excédentaire, des attentes quant à l'inflation, de la croissance des salaires et du comportement des entreprises en matière de fixation des prix suit l'atteinte de l'objectif d'inflation à 2 %. La Banque demeure résolue à rétablir la stabilité des prix pour les Canadiens ».

La prochaine date prévue pour l'annonce du taux cible du financement à un jour par la Banque est le 6 septembre 2023.

Dettes des ménages

Statistique Canada a rapporté le 12 juin 2023 que le montant des dettes des Canadiens par rapport à leur revenu a augmenté au cours du premier trimestre de l'année, alors que le revenu disponible a diminué et que les niveaux d'endettement ont continué d'augmenter.

L'organisme indique que selon une normalisation selon les variations saisonnières, la dette des ménages sur le marché du crédit en proportion du revenu disponible des ménages a augmenté pour atteindre 184,5 % au premier trimestre, contre 181,7 % (retraité) au quatrième trimestre de 2022.

Marchés du logement

Le 6 juillet 2023, la chambre immobilière de la région de Toronto (TRREB) a indiqué que les ventes de logements et les prix de vente moyens de juin 2023 dans la région du Grand Toronto sont demeurés supérieurs à ceux de l'année dernière. Cependant, il a offert la nuance suivante : « La demande de logements en propriété est plus forte que l'année dernière, malgré des coûts d'emprunt plus élevés. Cela dit, les ventes de logements ont été affectées le mois dernier par l'incertitude entourant les perspectives de la Banque du Canada en matière d'inflation et de taux d'intérêt. De plus, le manque persistant d'inscriptions a probablement écarté certains acheteurs désireux de trouver un logement correspondant à leurs besoins. »

Par rapport à la même période l'an dernier, la TREBB a indiqué que les ventes atteignant 7 481 logements ont augmenté de 1 059 ou 16,5 %, bien que les nouvelles inscriptions totalisant 15 865 logements aient diminué de 488, ou 3,0 %. Un nombre inférieur d'inscriptions par rapport aux ventes signifie qu'il y avait plus de concurrence entre les acheteurs, ce qui a favorisé une légère amélioration du prix de vente moyen en juin 2023 (1 182 000 \$) par rapport à l'année précédente (hausse de 36 000 \$ ou 3,1 % par rapport à 1 146 000 \$).

Dans son rapport, la TREBB a fait les observations suivantes :

« Une économie résiliente, un marché du travail serré et une croissance démographique record ont maintenu les ventes de maisons bien au-dessus des creux de l'année dernière. Pour l'avenir, la décision de la Banque du Canada sur les taux d'intérêt ce mois-ci et ses directives sur l'inflation et les coûts d'emprunt pour le reste de l'année 2023 nous aideront à comprendre dans quelle mesure les ventes et les prix se redresseront au-delà des niveaux actuels », a déclaré Jason Mercer, analyste en chef du marché de la TRREB.

« Les municipalités de la région du Grand Toronto continuent d'accuser un retard dans la mise en service de nouveaux logements à un rythme suffisant pour combler le déficit actuel et suivre la croissance record de la population. Les dirigeants de tous les paliers de gouvernement, y compris la nouvelle mairesse élue de Toronto, se sont engagés à remédier à la crise de l'offre de logements. Nous devons voir ces engagements se concrétiser immédiatement, sinon nous continuerons à prendre du retard chaque mois », a souligné John DiMichele, chef de la direction de la TRREB. « Outre l'impact de la pénurie d'inscriptions, l'accessibilité au logement est également entravée en permanence par les taxes et les frais associés à la vente et à la construction de logements, ainsi que par le niveau général d'imposition qui pèse sur les ménages aujourd'hui. À l'avenir, nous devons examiner tous les facteurs qui influencent le bilan des ménages et leur capacité à se loger », a poursuivi M. DiMichele.

Regroupement au sein du secteur

Il y avait 58 institutions au T2 2023, soit deux de moins que l'année précédente et le trimestre précédent. L'actif moyen par institution s'élève à 1,6 milliard de dollars (en hausse de 293 millions de dollars ou 22,1 % par rapport à la même période l'an dernier), reflétant la croissance organique et les consolidations.

Rentabilité

Comparaison entre le T2 2023 et le T2 2022

Comme le montrent les tableaux 2 et 3, le rendement de l'actif moyen au T2 2023 s'est établi à 20 pb, en baisse de 45 pb par rapport aux 65 pb enregistrés au trimestre précédent. L'augmentation des intérêts sur les prêts (en hausse de 109 pb à 3,87 %) et la baisse des impôts (en baisse de 11 pb à 4 pb) ont été plus que compensées par l'augmentation des frais d'intérêts sur les dépôts (en hausse de 127 pb à 2,11 %) et les emprunts (en hausse de 29 pb à 53 pb).

Six institutions sur 58 ont affiché un rendement négatif sur les actifs. L'ARSF surveille étroitement les credit unions qui ne sont pas rentables, détermine les principales difficultés auxquelles elles font face et collabore avec elles afin d'élaborer des stratégies visant à rétablir la rentabilité.

Comparaison entre le T2 2023 et le T1 2023

La rentabilité du secteur a augmenté de 2 pb (de 18 pb) par rapport au trimestre précédent, reflétant des augmentations des intérêts sur les prêts de 12 pb (de 3,75 %) et des revenus de placements de 11 pb (de 28 pb), compensées en grande partie par une augmentation des frais d'intérêt sur les dépôts de 16 pb (de 1,95 %) et une diminution des autres revenus de 3 pb (de 42 pb).

Comparaison entre le secteur de l'Ontario et le secteur du Canada pour le T1 2023*

La rentabilité du secteur de l'Ontario s'est établie à 18 pb, c'est-à-dire 8 pb de moins que celle du secteur du Canada qui enregistré 26 pb.

* Selon le rapport le plus récent de l'Association canadienne des coopératives financières qui comprend le secteur de l'Ontario

Capital

Comparaison entre le T2 2023 et le T2 2022

Le capital du secteur a connu une hausse de 393 millions de dollars ou de 6,3 % par rapport à la même période de l'année précédente pour s'établir à 6,6 milliards de dollars. En voici les éléments constitutifs :

- Bénéfices non répartis de 3,9 milliards de dollars, pour une hausse de 165 millions de dollars ou de 4,4 %;
- Placements et parts de ristourne de 2,8 milliards de dollars, pour une hausse de 220 millions de dollars ou de 8,7 %;
- Parts sociales inchangées à 56 millions de dollars.

En pourcentage de l'actif pondéré en fonction du risque, le capital du secteur était de 13,35 %, en hausse de 20 pb par rapport au trimestre précédent. Le levier a augmenté de 7 pb par rapport à la même période de l'année précédente pour s'établir à 6,79 %.

Comparaison entre le T2 2023 et le T1 2023

Le capital du secteur a augmenté de 13 millions de dollars (0,2 % par rapport à 6,6 milliards de dollars) comparativement au trimestre précédent, les bénéfices non distribués, les investissements et les parts sociales sont demeurés pratiquement inchangés.

Par rapport au trimestre précédent, le capital du secteur en pourcentage de l'actif pondéré en fonction du risque a diminué de 20 pb (de 13,55 %). L'endettement a également diminué de 6 pb (de 6,85 %).

Liquidités (y compris la titrisation)

Comparaison entre le T2 2023 et le T2 2022

Comme le montrent les tableaux 7 et 8, les dépôts du secteur ont augmenté de 2,8 milliards de dollars (en hausse de 4,0 % à 71,8 milliards de dollars), les titrisations ont augmenté de 1,0 milliard de dollars (en hausse de 12,2 % à 9,4 milliards de dollars) et les emprunts ont augmenté de 0,9 milliard de dollars (en hausse de 34,4 % à 3,6 milliards de dollars), soit une augmentation nette de 4,7 milliards de dollars (en hausse de 5,9 % à 84,7 milliards de dollars) par rapport à l'année précédente. Toutefois, les actifs liquides ont diminué de 0,1 milliard de dollars (en baisse de 0,8 %, à 9,3 milliards de dollars), ce qui a entraîné une diminution de la liquidité à 11,0 % (en baisse de 70 pb par rapport à 11,7 % au T2 2022).

Au T2 2023, 23 institutions (21 credit unions et 2 caisses populaires) ayant un actif total de 86,3 milliards de dollars (95,1 % des actifs du secteur) participaient à des programmes de titrisation.

Comparaison entre le T2 2023 et le T1 2023

Les dépôts du secteur ont augmenté de 0,8 milliard de dollars (en hausse de 1,1 % par rapport à 71,0 milliards de dollars), mais les titrisations (à 9,3 milliards de dollars) et les emprunts (à 3,6 milliards de dollars) sont demeurés inchangés par rapport au trimestre précédent. Cependant, les actifs liquides se sont contractés de 0,2 milliard de dollars (baisse de 2,1 % par rapport au résultat de 9,5 milliards de dollars), ce qui a réduit la liquidité de 30 pb (par rapport à 11,3 %).

Coefficient de rendement (avant dividendes et remises d'intérêt)

Comparaison entre le T2 2023 et le T2 2022

Comme le montre le tableau 3, le coefficient de rendement du secteur s'est détérioré pour atteindre 84,7 % (soit une augmentation de 18,8 points de pourcentage comparativement à 65,9 %) par rapport au trimestre de l'année précédente.

Comparaison entre le T2 2023 et le T1 2023

Par rapport au rendement de 85,7 % enregistré au trimestre précédent, le rendement du secteur s'est amélioré de 1,0 pb.

Comparaison entre le secteur de l'Ontario et le secteur du Canada pour le T1 2023

Les frais autres que d'intérêt en pourcentage de l'actif moyen pour le secteur de l'Ontario se sont établis à 1,65 %, soit 19 pb de mieux que le secteur du Canada (1,84 %). Toutefois, le coefficient de rendement du secteur ontarien (85,7 %) était inférieur de 6,8 points de pourcentage à celui du secteur canadien (78,9 %). Ce rendement relatif est inférieur à celui du T1 2022, lorsque le secteur ontarien se trouvant à 63,2 %, était 8,1 points de pourcentage plus élevé que le secteur canadien (71,3 %).

Qualité du crédit (prêts en souffrance depuis plus de 30 jours)

Comparaison entre le T2 2023 et le T2 2022

Comme l'indique le tableau 5, le pourcentage total des prêts en souffrance a augmenté de 8 pb, passant de 33 pb à 41 pb depuis le trimestre précédent. Les prêts hypothécaires résidentiels en souffrance ont affiché une hausse de 15 pb, passant de 23 pb à 38 pb, alors que les prêts commerciaux en souffrance ont chuté de 10 pb, passant de 57 pb à 47 pb.

Comparaison entre le T2 2023 et le T1 2023

Comparativement au trimestre précédent, le total des prêts en souffrance a diminué de 3 pb (de 44 pb), reflétant une augmentation des prêts hypothécaires résidentiels de 6 pb (de 32 pb), compensée par une diminution des prêts commerciaux de 20 pb (de 67 pb).

Croissance

Comparaison entre le T2 2023 et le T2 2022

Le total des actifs du secteur a augmenté pour atteindre 93,0 milliards de dollars (en hausse de 5,6 milliards de dollars ou 6,4 %) par rapport au trimestre précédent. Cela reflète les augmentations des prêts hypothécaires résidentiels à 52,4 milliards de dollars (en hausse de 3,9 milliards de dollars ou 8,1 %) et des prêts commerciaux à 23,9 milliards de dollars (en hausse de 1,4 milliard de dollars ou 6,2 %), compensées par une diminution des liquidités/investissements de 10,2 milliards de dollars (en baisse de 0,2 milliard de dollars ou 1,6 %).

Comparaison entre le T2 2023 et le T1 2023

Le total des actifs du secteur a augmenté de 1,0 milliard de dollars (1,1 % par rapport à 92,0 milliards de dollars) comparativement au trimestre précédent, reflétant des augmentations des prêts hypothécaires résidentiels de 565 millions de dollars (1,1 % par rapport à 51,9 milliards de dollars) et des prêts commerciaux de 598 millions de dollars (2,6 % par rapport à 23,3 milliards de dollars), compensées par des diminutions des liquidités/investissements de 345 millions de dollars (3,3 % par rapport à 10,6 milliards de dollars).

Comparaison entre le secteur de l'Ontario et le secteur du Canada pour le T1 2023

La croissance de l'actif total du secteur de l'Ontario (8,3 %) a dépassé celle du secteur du Canada (5,4 %), reflétant une croissance plus élevée des prêts hypothécaires résidentiels de 14,6 % (comparativement à 7,3 %), compensée par une croissance plus faible des prêts commerciaux de 1,3 % (comparativement à 5,8 %) et des prêts agricoles de 2,8 % (comparativement à 6,0 %).

États des revenus du secteur

% de l'actif moyen (sauf indication contraire)

| | Secteur de l'Ontario | | | Secteur du Canada ¹ |
|--|----------------------|---------------|---------------|--------------------------------|
| | T2 2023 | T1 2023 | T2 2022 | T1 2023 |
| Revenus d'intérêts et de placements | | | | |
| Intérêts sur les prêts | 3,87 % | 3,75 % | 2,78 % | 3,65 % |
| Revenus de placements | 0,39 % | 0,28 % | 0,40 % | 0,48 % |
| Total des revenus d'intérêts et de placements | 4,26 % | 4,03 % | 3,18 % | 4,12 % |
| Frais d'intérêts et dividendes | | | | |
| Frais d'intérêt sur les dépôts | 2,11 % | 1,95 % | 0,84 % | 2,04 % |
| Remises/dividendes liées au capital social | 0,05 % | 0,03 % | 0,04 % | 0,00 % |
| Dividendes sur les placements/autres capitaux | 0,01 % | 0,01 % | 0,01 % | 0,08 % |
| Frais autres que d'intérêts | 0,53 % | 0,52 % | 0,24 % | 0,21 % |
| Total | 0,63 % | 0,60 % | 0,32 % | 0,29 % |
| Total des frais d'intérêts et de dividendes | 2,74 % | 2,55 % | 1,16 % | 2,33 % |
| Revenus nets d'intérêts et de placements | 1,52 % | 1,48 % | 2,02 % | 1,80 % |
| Coûts liés aux prêts | 0,01 % | 0,03 % | (0,01 %) | 0,08 % |
| Revenus nets d'intérêts et de placements après les coûts liés aux prêts | 1,51 % | 1,46 % | 2,03 % | 1,72 % |
| Autres revenus (non liés aux intérêts) | 0,39 % | 0,42 % | 0,39 % | 0,45 % |
| Valeur nette des intérêts, des placements et des autres revenus | 1,90 % | 1,88 % | 2,42 % | 2,17 % |
| Frais autres que d'intérêts | | | | |
| Salaires et avantages sociaux | 0,93 % | 0,91 % | 0,91 % | |
| Taux d'occupation | 0,13 % | 0,13 % | 0,13 % | |
| Ordinateurs, bureaux et autres équipements | 0,18 % | 0,18 % | 0,18 % | |
| Publicités et communications | 0,07 % | 0,07 % | 0,07 % | |
| Sécurité des membres | 0,08 % | 0,08 % | 0,08 % | |
| Administration | 0,20 % | 0,20 % | 0,19 % | |
| Autre | 0,08 % | 0,08 % | 0,07 % | |
| Total des frais autres que d'intérêts | 1,66 % | 1,65 % | 1,63 % | 1,84 % |
| Revenus nets/(pertes) avant impôts | 0,24 % | 0,23 % | 0,79 % | 0,33 % |
| Impôts | 0,04 % | 0,05 % | 0,15 % | 0,07 % |
| Revenus nets/(pertes) | 0,20 % | 0,18 % | 0,65 % | 0,26 % |
| Actif moyen (milliards) | 92 \$ | 91 \$ | 85 \$ | 288 \$ |

¹Selon le rapport le plus récent de l'Association canadienne des coopératives financières qui comprend le secteur de l'Ontario

* Les totaux pourraient ne pas correspondre en raison de l'arrondissement

Bilans du secteur

En millions de \$

| | Secteur | | |
|---|---------------|---------------|---------------|
| | T2 2023 | T1 2023 | T2 2022 |
| Actif | | | |
| Liquidités et placements | 10 231 | 10 576 | 10 396 |
| Prêts personnels | 2014 | 1 955 | 1 868 |
| Prêts hypothécaires résidentiels | 52 441 | 51 876 | 48 498 |
| Prêts commerciaux | 23 865 | 23 267 | 22 473 |
| Prêts institutionnels | 160 | 161 | 147 |
| Prêts d'associations sans personnalité morale | 45 | 47 | 50 |
| Prêts agricoles | 2687 | 2 649 | 2 556 |
| Total des prêts | 81 212 | 79 954 | 75 592 |
| Total des provisions pour prêts | 204 | 205 | 210 |
| Immobilisations | 670 | 652 | 595 |
| Actifs incorporels et autres | 1 063 | 1 010 | 1 031 |
| Total de l'actif | 92 973 | 91 987 | 87 405 |
| Passif | | | |
| Dépôts à vue | 27 015 | 27 615 | 31 722 |
| Dépôts à terme | 29 689 | 28 578 | 23 576 |
| Dépôts inscrits | 15 087 | 14 831 | 13 739 |
| Total des dépôts | 71 790 | 71 023 | 69 037 |
| Emprunts | 3 579 | 3 632 | 2 663 |
| Titrisations | 9 354 | 9 341 | 8 336 |
| Autres passifs | 1 642 | 1 397 | 1 154 |
| Total du passif | 86 365 | 85 394 | 81 190 |
| Fonds propres et capitaux propres | | | |
| Parts sociales | 56 | 56 | 56 |
| Bénéfices non distribués | 3881 | 3 823 | 3 716 |
| Autres fonds propres des catégories 1 et 2 | 2 758 | 2 764 | 2 538 |
| Cumul des autres éléments du résultat étendu | (87) | (50) | (95) |
| Total des fonds propres et capitaux propres | 6 607 | 6 594 | 6 214 |
| Total du passif, fonds propres et capitaux propres | 92 973 | 91 987 | 87 405 |

* Les totaux pourraient ne pas correspondre en raison de l'arrondissement

| Bilans du secteur | Secteur % d'augmentation/(diminution) de | | |
|---|---|--------------|--------------|
| | T2 2023 \$ millions | T1 2023 | T2 2022 |
| Actif | | | |
| Liquidités et placements | 10 231 | -3,3 % | -1,6 % |
| Prêts personnels | 2014 | 3,0 % | 7,8 % |
| Prêts hypothécaires résidentiels | 52 441 | 1,1 % | 8,1 % |
| Prêts commerciaux | 23 865 | 2,6 % | 6,2 % |
| Prêts institutionnels | 160 | -1,0 % | 8,3 % |
| Prêts d'associations sans personnalité morale | 45 | -4,4 % | -11,0 % |
| Prêts agricoles | 2 687 | 1,5 % | 5,1 % |
| Total des prêts | 81 212 | 1,6 % | 7,4 % |
| Total des provisions pour prêts | 204 | -0,6 % | -2,9 % |
| Immobilisations | 670 | 2,9 % | 12,7 % |
| Actifs incorporels et autres | 1 063 | 5,2 % | 3,1 % |
| Total de l'actif | 92 973 | 1,1 % | 6,4 % |
| Passif | | | |
| Dépôts à vue | 27 015 | -2,2 % | -14,8 % |
| Dépôts à terme | 29 689 | 3,9 % | 25,9 % |
| Dépôts inscrits | 15 087 | 1,7 % | 9,8 % |
| Total des dépôts | 71 790 | 1,1 % | 4,0 % |
| Emprunts | 3579 | -1,5 % | 34,4 % |
| Titrisations | 9354 | 0,1 % | 12,2 % |
| Autres passifs | 1 642 | 17,5 % | 42,3 % |
| Total du passif | 86 365 | 1,1 % | 6,4 % |
| Fonds propres et capitaux propres | | | |
| Parts sociales | 56 | -0,1 % | 1,2 % |
| Bénéfices non distribués | 3 881 | 1,5 % | 4,4 % |
| Autres fonds propres des catégories 1 et 2 | 2 758 | -0,2 % | 8,7 % |
| Cumul des autres résultats étendus | (87) | 76,1 % | -7,9 % |
| Total des fonds propres et capitaux propres | 6 607 | 0,2 % | 6,3 % |
| Total du passif, fonds propres et capitaux propres | 92 973 | 1,1 % | 6,4 % |

* Les totaux pourraient ne pas correspondre en raison de l'arrondissement

Bilans du secteur

Comme pourcentage du total de l'actif

| | Secteur | | | Secteur du Canada ¹ |
|---|----------------|----------------|----------------|--------------------------------|
| | T2 2023 | T1 2023 | T2 2022 | T1 2023 |
| Actif | | | | |
| Liquidités et placements | 11,0 % | 11,5 % | 11,9 % | 15,2 % |
| Prêts personnels | 2,2 % | 2,1 % | 2,1 % | 3,5 % |
| Prêts hypothécaires résidentiels | 56,4 % | 56,4 % | 55,5 % | 49,7 % |
| Prêts commerciaux | 25,7 % | 25,3 % | 25,7 % | 24,9 % |
| Prêts institutionnels | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 % | 0,9 % |
| Prêts d'associations sans personnalité morale | 0,0 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,0 % |
| Prêts agricoles | 2,9 % | 2,9 % | 2,9 % | 3,7 % |
| Total des prêts | 87,4 % | 86,9 % | 86,5 % | 82,8 % |
| Total des provisions pour prêts | 0,2 % | 0,2 % | 0,2 % | -0,3 % |
| Immobilisations | 0,7 % | 0,7 % | 0,7 % | 0,8 % |
| Actifs incorporels et autres | 1,1 % | 1,1 % | 1,2 % | 1,4 % |
| Total de l'actif | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % |
| Passif | | | | |
| Dépôts à vue | 29,1 % | 30,0 % | 36,3 % | 38,1 % |
| Dépôts à terme | 31,9 % | 31,1 % | 27,0 % | 32,1 % |
| Dépôts inscrits | 16,2 % | 16,1 % | 15,7 % | 14,3 % |
| Total des dépôts | 77,2 % | 77,2 % | 79,0 % | 84,6 % |
| Emprunts | 3,8 % | 3,9 % | 3,0 % | 5,7 % |
| Titrisations | 10,1 % | 10,2 % | 9,5 % | |
| Autres passifs | 1,8 % | 1,5 % | 1,3 % | 2,4 % |
| Total du passif | 92,9 % | 92,8 % | 92,9 % | 92,7 % |
| Fonds propres et capitaux propres | | | | |
| Parts sociales | 0,1 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,5 % |
| Bénéfices non distribués | 4,2 % | 4,2 % | 4,3 % | 5,7 % |
| Autres fonds propres des catégories 1 et 2 | 3,0 % | 3,0 % | 2,9 % | 1,1 % |
| Cumul des autres éléments du résultat étendu | -0,1 % | -0,1 % | -0,1 % | -0,1 % |
| Total des fonds propres et capitaux propres | 7,1 % | 7,2 % | 7,1 % | 7,2 % |
| Total du passif, fonds propres et capitaux propres | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % |